

Retraites, austérité : Hollande ou Sarkozy, c'est du pareil au même

Le gouvernement Hollande-Ayrault prépare une nouvelle réforme des retraites qui va aggraver celle imposée en 2010 par Sarkozy. Rien n'est encore officiel mais il s'apprête à allonger la durée de cotisation ou à augmenter les cotisations des salariés ou à reporter l'âge de départ à la retraite. Et comme il ne veut pas aller chercher l'argent dans les coffres-forts de la bourgeoisie, il pourrait bien faire les trois à la fois.

Cette réforme pourrait aussi attaquer le niveau de vie des retraités. Depuis que le patronat et quelques syndicats se sont mis d'accord pour que les retraites complémentaires n'augmentent plus au même rythme que l'inflation, imposant ainsi une baisse du pouvoir d'achat des retraités, la chose n'est plus taboue. Le gouvernement pourrait s'appuyer sur ce précédent pour imposer la même chose aux pensions de base.

Le temps où le PS manifestait contre les reculs imposés par la droite et contre la retraite à 62 ans est révolu ! Les promesses de Hollande de revenir sur cette réforme sont bel et bien enterrées ! Le gouvernement a fait quelques gestes envers ceux qui ont eu une activité professionnelle longue ou pénible, c'est-à-dire à une minorité. Mais ce n'était que pour mieux faire reculer l'immense majorité des retraités.

Comme Sarkozy en son temps, Hollande parle de « choix courageux », d'« efforts partagés ». Ce sont, mot pour mot, les mêmes mensonges, les mêmes poncifs selon lesquels « puisque l'on vit plus longtemps, il faut travailler plus longtemps », « les actifs étant de moins en moins nombreux par rapport aux retraités, le système est intenable »...

Comme Sarkozy, Hollande prétend « sauver le régime de retraite », mais il le démolit. Tous ceux qui nous expliquent qu'il faut travailler jusqu'à 63, 64, voire 67 ans ou cotiser 42, 43 ans, savent que c'est inaccessible au plus grand nombre.

C'est impossible pour la quasi-totalité des femmes, contraintes de s'arrêter pour élever leurs enfants ou forcées d'enchaîner des contrats précaires. C'est impossible pour les travailleurs cassés par le travail bien avant l'âge de la retraite.

Les réformes des retraites qui se succèdent depuis 30 ans n'ont pas eu pour but de sauver le système de retraite, elles n'ont fait que baisser le montant des pensions et diminuer les droits de chaque travailleur à la retraite.

On n'a pas fini d'entendre parler du « gouffre des retraites ». Mais 20 milliards de déficit de la caisse de retraite prévus en 2020, c'est autant que les 20 milliards que le gouvernement offre en cadeau, chaque année, au patronat au nom de la compétitivité. Et à l'entendre, cela ne pose pas de problème.

Alors, la question n'est pas le montant des déficits, mais de choisir à qui l'on donne la priorité : aux affaires de la bourgeoisie ou à la vie des travailleurs ? Aux profits des entreprises ou à l'emploi, aux salaires et aux retraites ?

Plutôt que de forcer les salariés à travailler jusqu'à 65 ou 67 ans, il faudrait embaucher les chômeurs. Peut-on accepter que les anciens s'usent la santé sur les chaînes de montage ou sur les chantiers alors que leurs enfants sont condamnés au chômage ? Il n'y a pas de société plus aberrante et plus stupide que celle-ci !

Il y a dix mois, la majorité des travailleurs a voté pour Hollande pensant que « cela ne pouvait pas être pire qu'avec Sarkozy ». Eh bien si, c'est pire ! Cela ne tient pas à la personnalité de Hollande, mais à la crise qui se poursuit et qui rend le patronat de plus en plus agressif contre les travailleurs.

Le patronat, surtout le grand, veut profiter de la pression du chômage pour revenir sur les conditions de travail, sur les salaires, sur la durée de travail, sur les effectifs. Au nom de la compétitivité, il ne veut plus payer pour les caisses du chômage, de l'assurance maladie ou des retraites.

Il exige rabais sur rabais, exonération sur exonération, et le gouvernement s'exécute. Que ce soit sur les retraites, sur la TVA, sur la compétitivité, sur l'austérité, Hollande a repris et applique le programme de la droite et du patronat.

Les dirigeants socialistes veulent démontrer à la bourgeoisie que, pour faire avaler des couleuvres aux travailleurs, rien ne vaut un gouvernement « de gauche ». Eh bien, la couleuvre est loin d'être avalée ! Ce n'est pas parce que le gouvernement se dit de gauche que les travailleurs sont prêts à tout accepter.

Oui, Hollande finira par soulever la colère des travailleurs, comme Sarkozy avait fini par la soulever lors de sa réforme des retraites ! Et cette fois, il faudra créer le rapport de forces pour faire reculer le grand patronat et le gouvernement.

Licenciers à licencier

Au bout de 9 semaines, la grève tient bon malgré toutes les manœuvres de la direction. Elle qui ne s'attendait pas à cette grève a dû déchanter : Oui ! C'est un rejet massif des travailleurs d'Aulnay du cynisme de ces directeurs payés grassement pour essayer de nous licencier. S'il y a des gens en trop chez PSA, ce sont les licenciés.

Une majorité contre le PSE

A Aulnay, en deux jours, près de 1 000 ouvriers grévistes et non-grévistes ont signé la pétition pour dire non au PSE et exiger des vrais négociations. La majorité des délégués centraux a déjà approuvé ce PSE qui nous ferait partir au rabais... Il faut dire qu'eux ne sont pas touchés ! Ce que les bureaucrates votent nous importe peu, seul compte l'avis des ouvriers d'Aulnay.

La direction a raté sa pub

Devant le siège social, 400 travailleurs d'Aulnay et d'autres usines du groupe ont manifesté lundi contre le PSE et les licenciements. Les 20 délégués centraux étaient réunis par la direction en CCE. La direction espérait encore une quasi unanimité dans ce CCE inutile. Mais c'est raté : deux délégués CFDT ont rejoint l'opposition des deux de la CGT contre le PSE. Le troisième de la CFDT s'est abstenu. Notre mobilisation a déjoué le mauvais tour de la direction.

Un serviteur tombé bien bas

Le DRH de l'usine a convoqué un CE vendredi dernier, uniquement pour expliquer qu'il était très fier que 187 salariés d'Aulnay soient partis en déplacement temporaire, dont 161 sur Poissy. Il a même prétendu à plusieurs reprises que c'était un succès ! Il tenait à se rassurer car malgré toutes les pressions exercées sur les ouvriers, la très grande majorité a dit non, pas question de partir dans ces conditions. Et puis, il a montré une fois de plus sa mentalité de liquidateur.

Un recul de PSA

La direction a annulé sa menace de licenciement contre notre copain Najib. Cela prouve qu'elle n'a aucun motif sérieux et légitime et que c'est totalement bidon comme pour nos huit autres camarades, qui doivent être réintégrés. S'il y a une sanction à donner, c'est à PSA qui veut fermer l'usine.

La liberté de garder un travail

Dans sa dernière lettre aux grévistes, le directeur parle de la liberté du travail et des soi-disant reclassements. C'est PSA qui bafoue la liberté du travail en voulant faire un Plan de Suppression d'Emplois. PSA ferait mieux de s'engager, par écrit, pour nous garantir un travail acceptable à tous.

La direction a beaucoup perdu

Le directeur des ressources humaines nous a aussi écrit : il annonce ce qu'il nous retire sur la paye du fait de la grève. Il ne nous dit pas tout ce que Peugeot a perdu avec la paralysie de la production, les frais de cadres déplacés... car il a la rage de tout cela.

Basse vengeance

Mercredi était un jour de tempête de neige partout dans le pays. La seule usine du groupe qui n'a pas été mise H... est l'usine d'Aulnay ! Et le directeur a dû dire un gros mensonge pour se justifier : il y avait un redoux en Île-de-France ! Les travailleurs en grève ou pas ont apprécié... On ne peut absolument pas faire confiance à une direction qui ment comme un arracheur de dents.

Un menteur qui ne croit pas à ses mensonges

Le RG de la Logistique Ferrage nous avait promis que PSA nous accompagnerait lors de la fermeture. « Ne vous inquiétez pas », répétait-il. Lundi dernier, il était recasé à Poissy ! Qui pourrait faire confiance à de tels chefs ?

Les gardes mobiles ont trouvé la marche arrière

Hier, sur l'avenue de la Grande armée, les robots-cop ont cru devoir nous coller d'un peu trop près. Rapidement, ils ont compris que notre S.O. était sérieux et déterminé. Ils ont donc préféré reculer pour ne pas troubler l'ordre.

Y'a un os

La direction de l'usine de Poissy a déclaré vouloir rattraper le retard en C3 du fait de la grève à Aulnay. Elle compte sur 14 000 C3 en plus d'ici le 31 juillet. En 8 semaines de grève, PSA en a perdu 28 000 et la grève n'est pas finie. Pour rattraper le retard, vaut mieux laisser Aulnay ouvert et nous donner ce qu'on veut.

St Geours veut se recaser...

St Geours a les dents qui poussent et qui le poussent à quitter le directoire de PSA pour essayer de prendre la tête du MEDEF, à la place de Parisot. Mais il reste néanmoins au côté de Varin. Comme quoi, PSA est en première ligne sur le front de la lutte anti-ouvrière. Raison de plus pour résister.

Le directeur sur la voie de garage

La direction s'est décidée à rénover le parking. Drôle d'idée pour une usine promise à la fermeture... Ils auraient mieux fait d'investir dans la caisse de grève.